



FIDUCIAL

Baromètre des TPE

Vague 80 – Juin 2025



01

Méthodologie

Méthodologie

Echantillon

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 003 dirigeants** de très petites entreprises (TPE) de 0 à 19 salariés. Les entreprises réalisant moins de 50 000€ de chiffres d'affaires à l'année n'ont pas été interrogées dans le cadre de cette étude. En revanche, celle-ci inclut les auto-entrepreneurs.

Méthodologie

L'échantillon a été raisonné puis ramené à son poids réel lors du traitement sur les critères suivants : secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation.

Mode de recueil

Les interviews ont été réalisées **par téléphone** du **26 mai au 13 juin 2025**.

Précision relative aux marges d'erreur

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCES						
Taille d'échantillon	Pourcentage observé					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
1 500	1,1	1,5	2,0	2,3	2,4	2,5
2 000	1,0	1,3	1,8	2,0	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-contre.

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1 000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.



02

Les résultats de l'étude



A

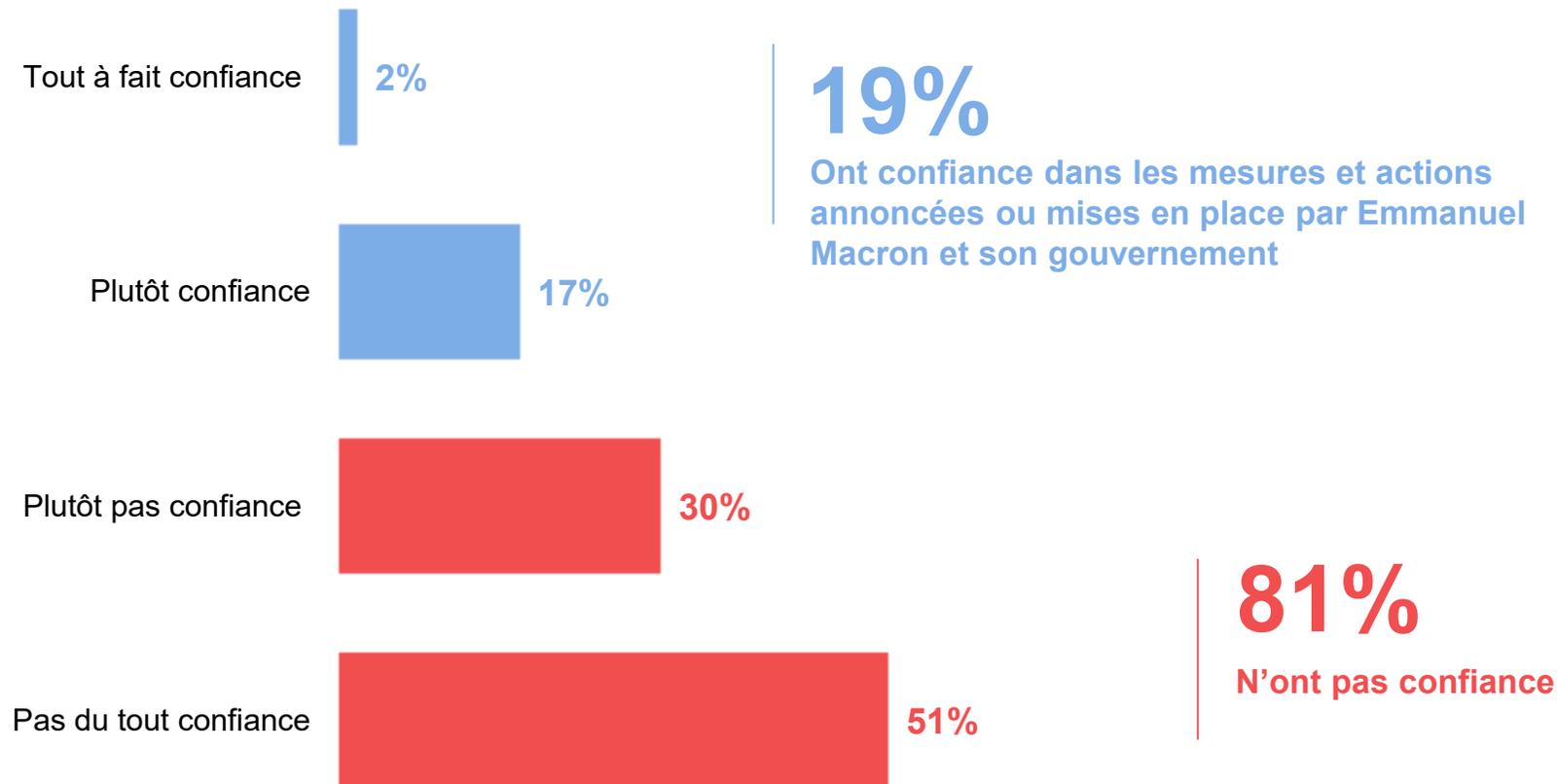
La conjoncture en
France et dans les
entreprises

A.1

L'action d'Emmanuel Macron et du gouvernement

La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement

QUESTION : Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement vous inspirent ... ?



La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement



TOTAL CONFIANCE

Moyenne : **19%**

TAILLE D'ENTREPRISE



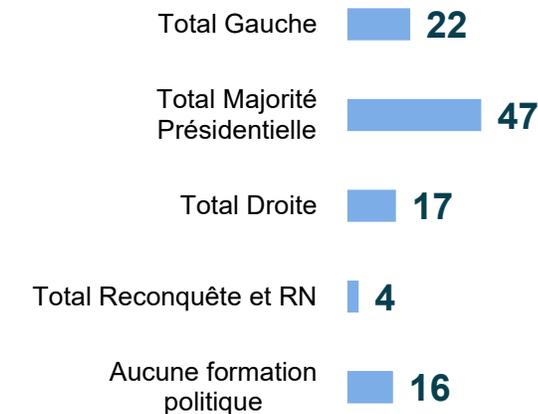
SECTEUR D'ACTIVITÉ



CHIFFRE D'AFFAIRES



PROXIMITÉ POLITIQUE



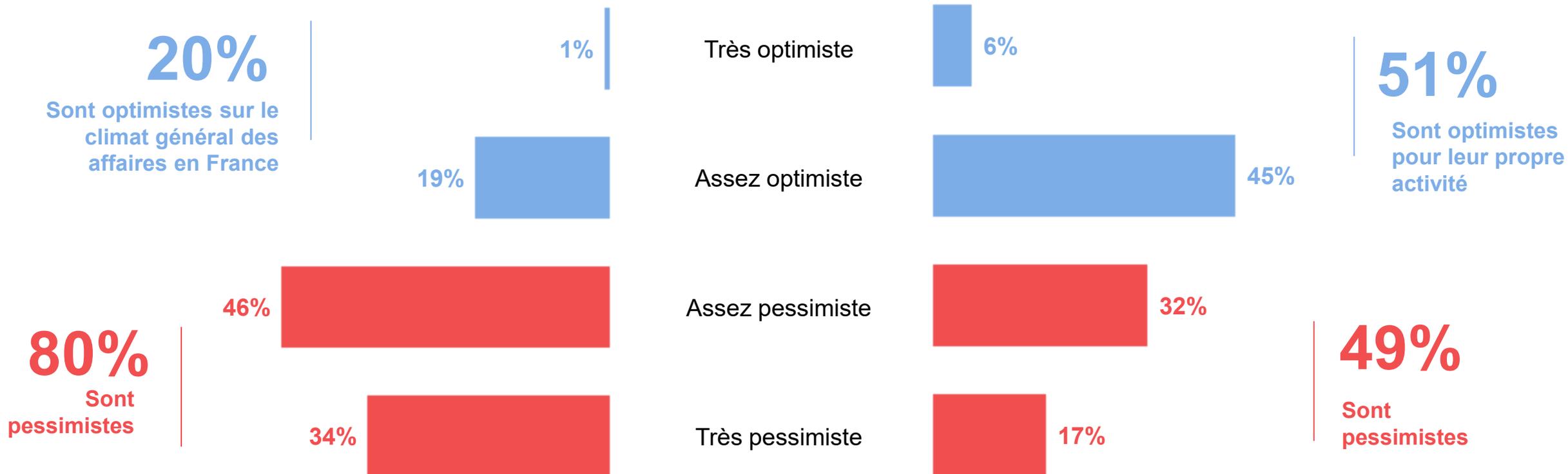
A.2

*Le climat général
et le moral des patrons
de TPE*

Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France et pour sa propre activité

QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes ... ?

QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes ... ?



Ne se prononcent pas

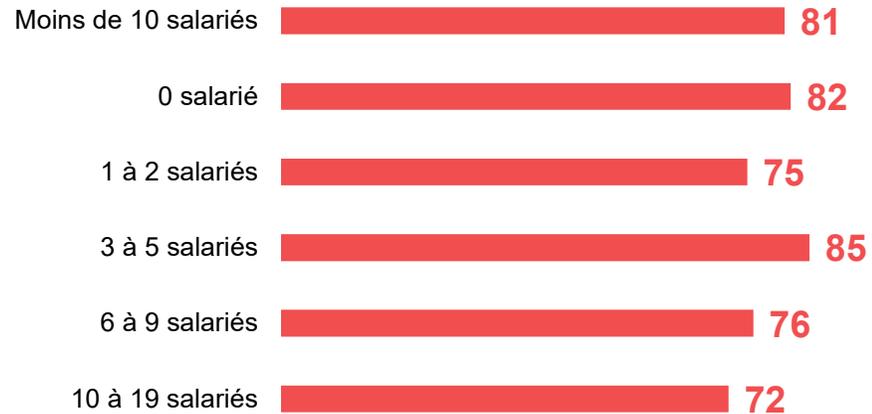
Le niveau de pessimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France



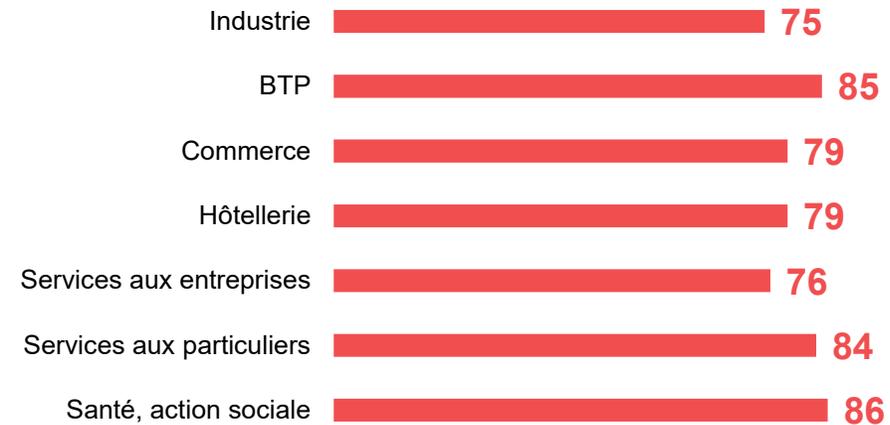
TOTAL PESSIMISTES

Moyenne : **80%**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



Le niveau de pessimisme vis-à-vis de sa propre activité



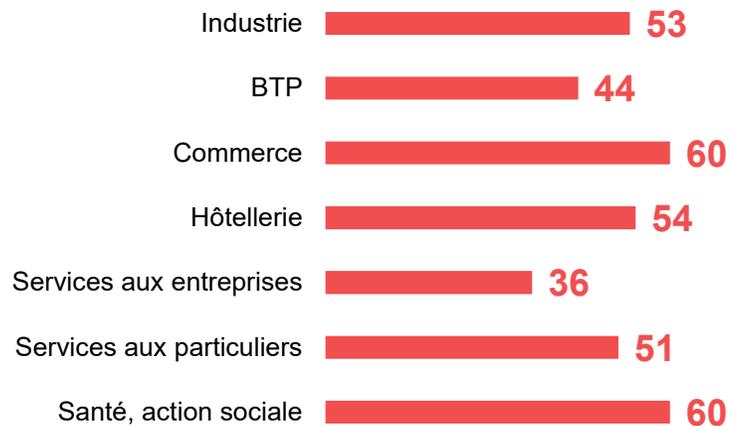
TOTAL PESSIMISTES

Moyenne : **49%**

TAILLE D'ENTREPRISE

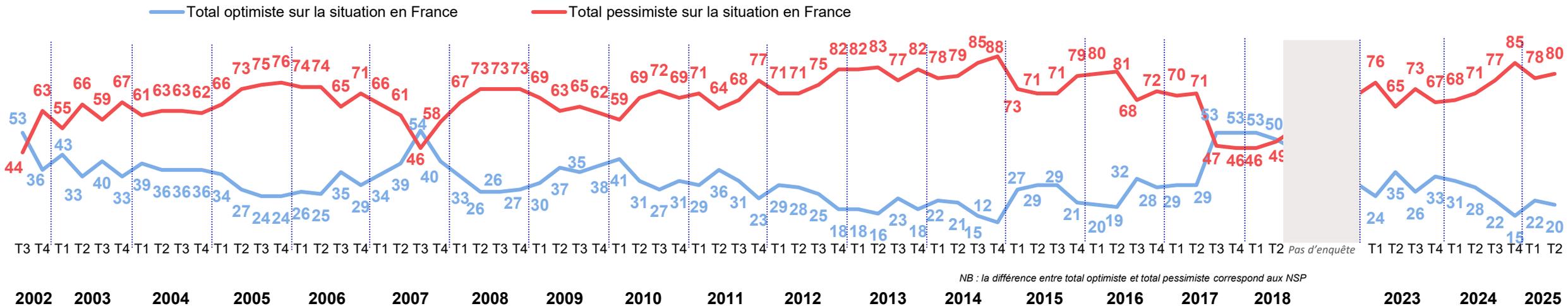


SECTEUR D'ACTIVITÉ

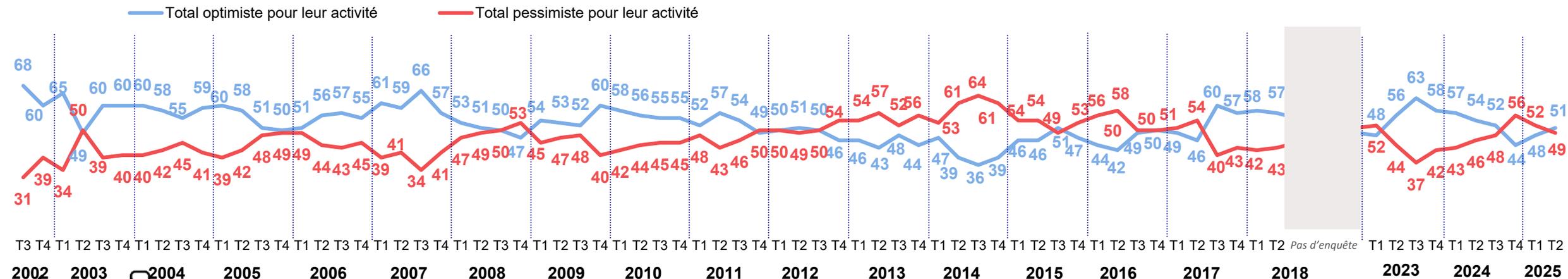


Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France et pour sa propre activité - Rappels

QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes ... ?



QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes ... ?

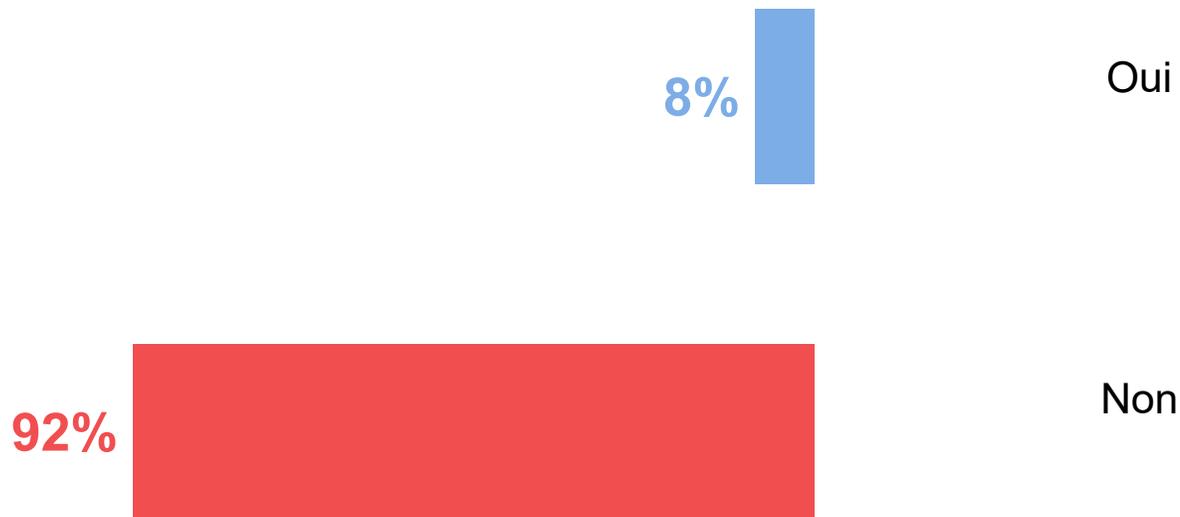


A.3

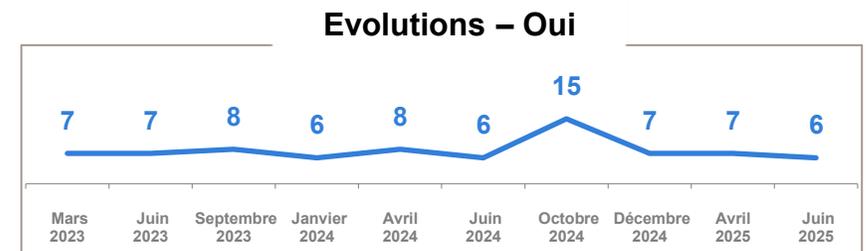
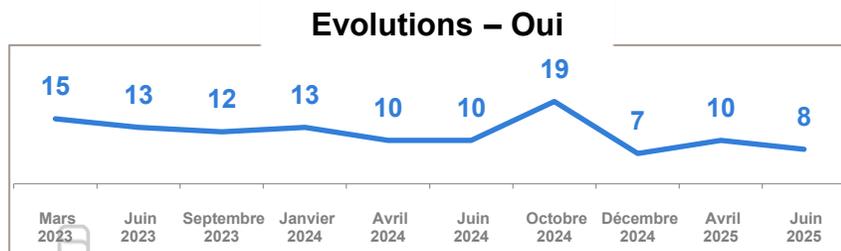
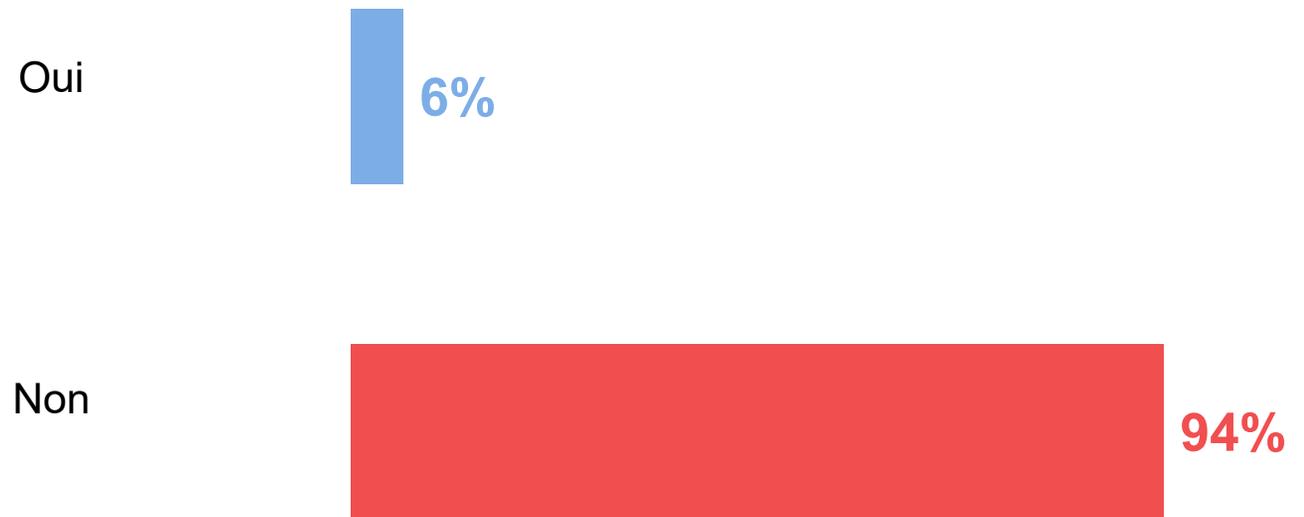
L'emploi dans les TPE

L'embauche et la suppression de personnel depuis 1er avril 2025 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 juin 2025

QUESTION : Avez-vous embauché du personnel depuis le 1er avril 2025, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui, et/ou envisagez-vous d'en embaucher d'ici le 30 juin 2025 ?



QUESTION : Avez-vous supprimé un ou plusieurs postes de salariés depuis le 1er avril 2025, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui, et/ou envisagez-vous d'en supprimer d'ici le 30 juin 2025 ?



L'embauche de personnel depuis 1er avril 2025 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 juin 2025



TOTAL OUI

Moyenne : **8%**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



La suppression de postes depuis 1er avril 2025 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 juin 2025



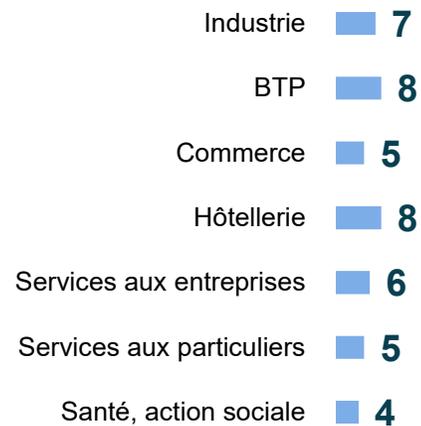
TOTAL OUI

Moyenne : **6%**

TAILLE D'ENTREPRISE

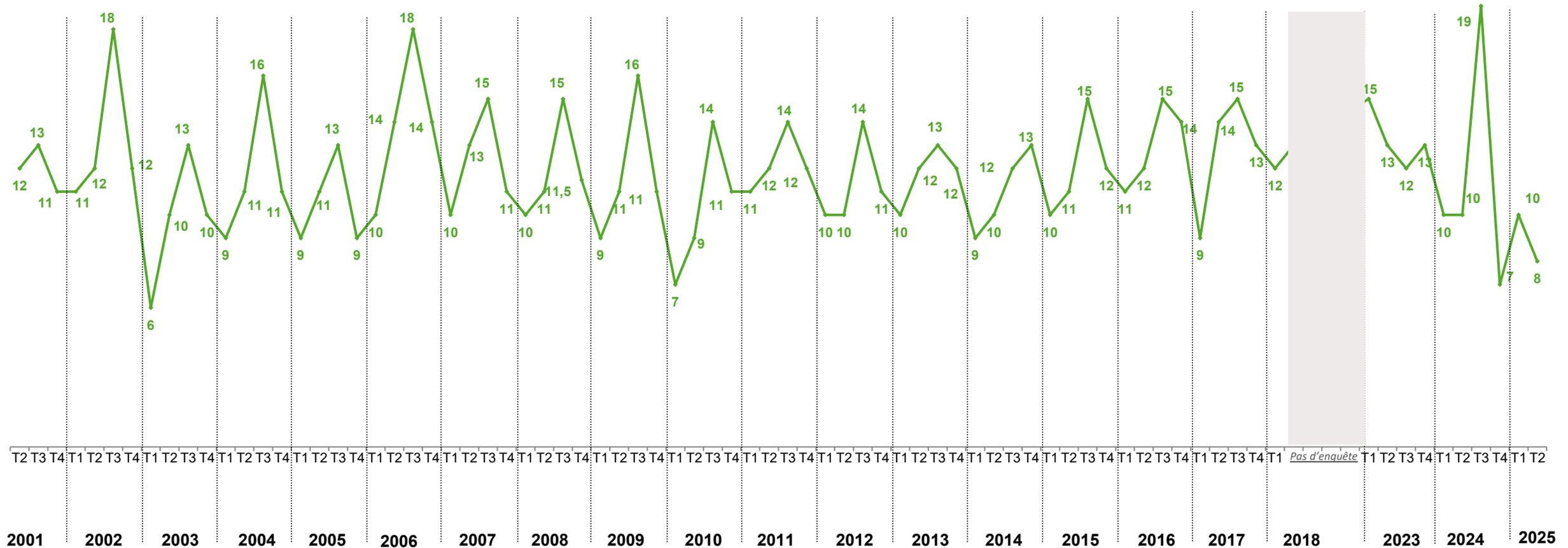


SECTEUR D'ACTIVITÉ



L'embauche de personnel depuis 1er avril 2025 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 juin 2025 - Rappels

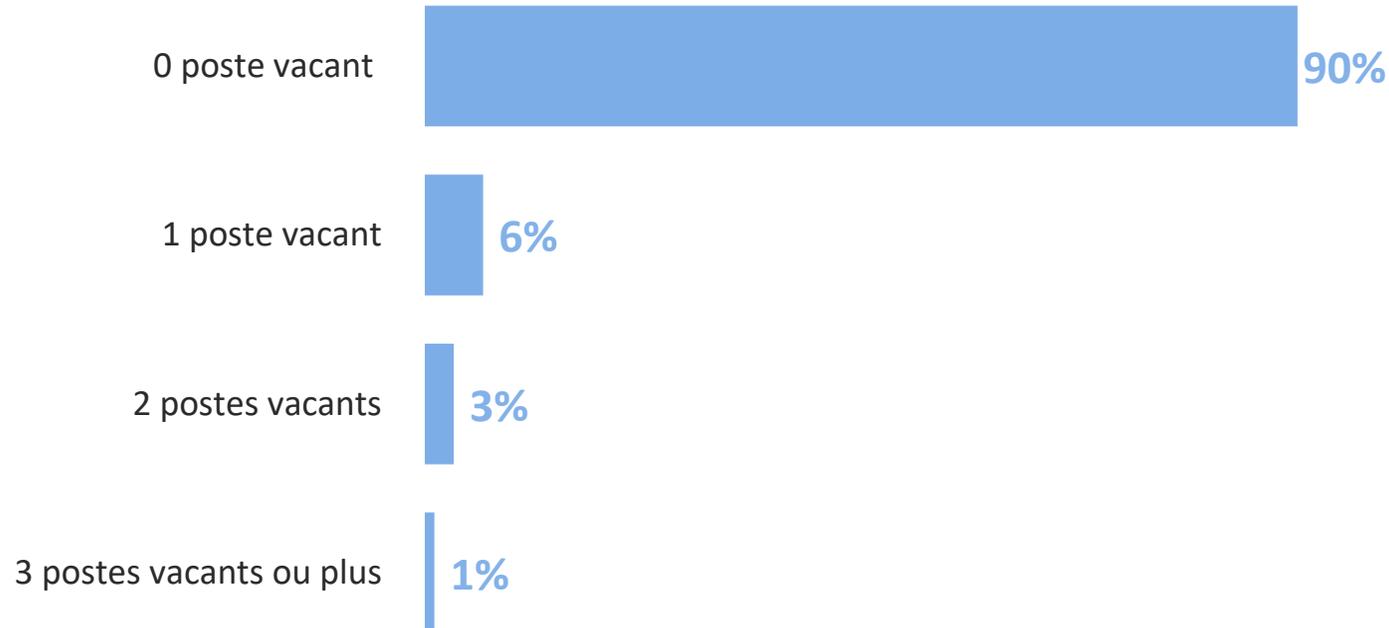
QUESTION : Avez-vous embauché du personnel depuis le 1er avril 2025, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en embaucher d'ici le 30 juin 2025 ?



* L'intitulé de la question a été modifié par rapport à la dernière enquête réalisée en 2018 (Vague 70). En 2018, la question était posée comme suit : Avez-vous embauché du personnel entre le 1er janvier et le 31 mars 2018, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise ?

Le nombre de postes actuellement vacants pour lesquels l'entreprise est en recherche active de candidats

QUESTION : Combien de postes de travail sont actuellement vacants dans votre entreprise pour lesquels vous êtes en recherche active de candidats, y compris ceux à pourvoir d'ici le 30 juin 2025 ?



MOYENNE :

0,2

*Rappel Avril 2025 : 0,2
Rappel Décembre 2024 : 0,2
Rappel Octobre 2024 : 0,3
Rappel Juin 2024 : 0,2
Rappel Mars 2024 : 0,2
Rappel Janvier 2024 : 0,3
Rappel Septembre 2023 : 0,3
Rappel Juin 2023 : 0,3
Rappel Mars 2023 : 0,3*

Le nombre de postes actuellement vacants pour lesquels l'entreprise est en recherche active de candidats



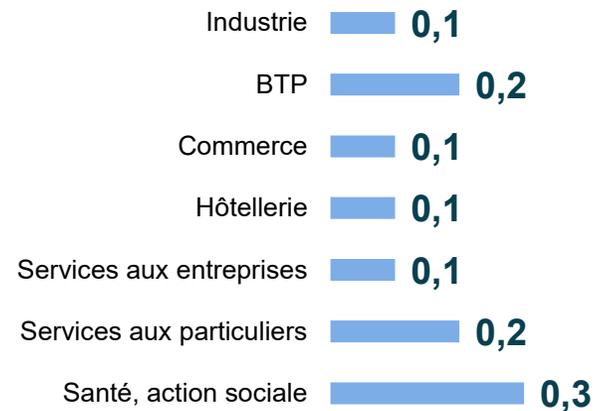
NOMBRE DE POSTES VACANTS EN MOYENNE

Moyenne : **0,2**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ

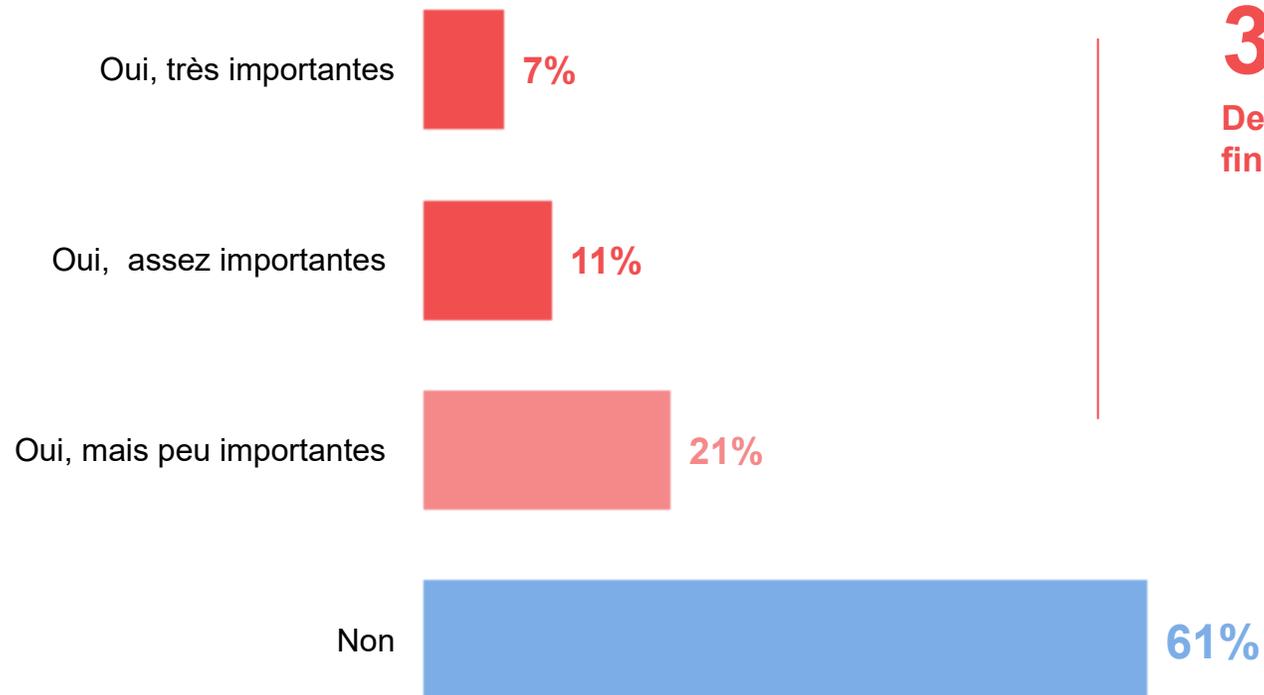


A.4

Le risque de défaillance

Le fait de rencontrer des difficultés financières

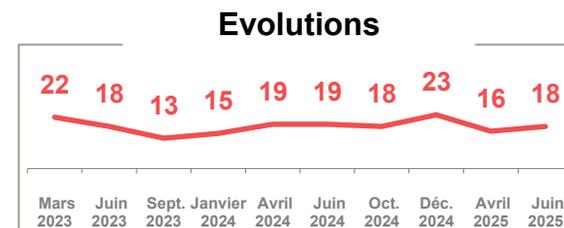
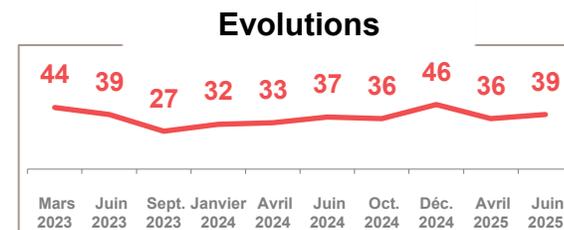
QUESTION : Votre entreprise rencontre-t-elle aujourd'hui des difficultés financières ?



39%

Des TPE rencontrent des difficultés financières

Dont : **18%**
des difficultés financières très ou assez importantes



Le fait de rencontrer des difficultés financières



TOTAL DIFFICULTÉS FINANCIÈRES IMPORTANTES (assez ou très)

Moyenne : **18%**

TAILLE D'ENTREPRISE



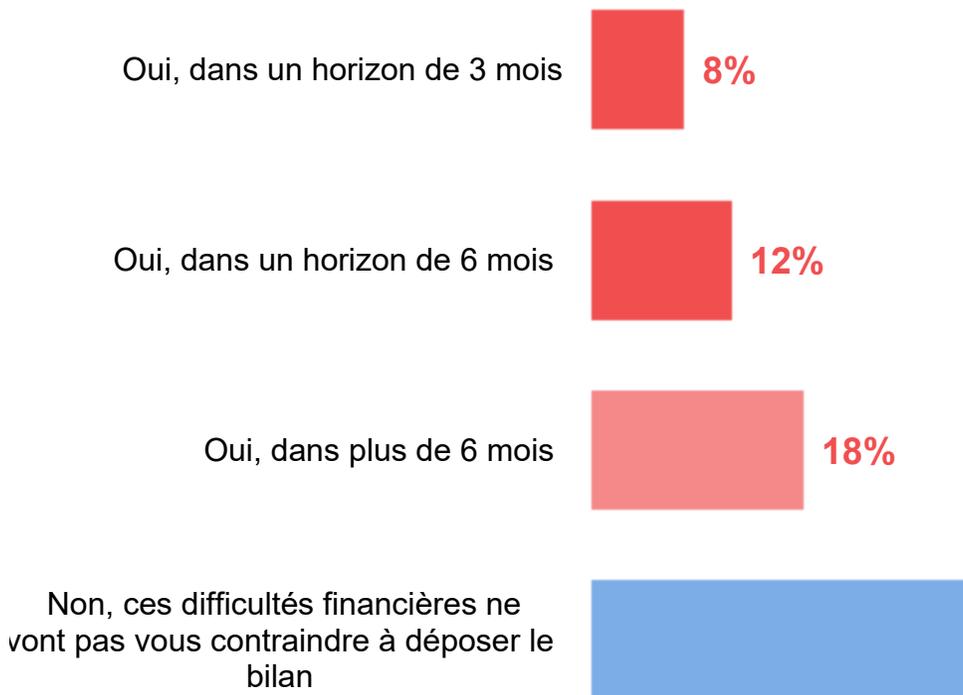
SECTEUR D'ACTIVITÉ



La contrainte de déposer le bilan ou de cesser son activité en raison de difficultés financières

QUESTION : Est-ce que ces difficultés financières vont vous contraindre soit à déposer le bilan, c'est-à-dire vous déclarer en état de cessation des paiements, soit à cesser volontairement votre activité pour ne pas perdre plus ?

Base : Question posée uniquement à ceux dont l'entreprise rencontre des difficultés financières assez voire très importantes, soit 18% de l'échantillon



38%

Des dirigeants de TPE ayant des difficultés financières assez, voire très importantes pourraient être contraints de déposer le bilan ou de cesser leur activité

Dont : **20%**
d'ici à 6 mois

Evolutions



Evolutions



En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats ne sont pas ventilés.



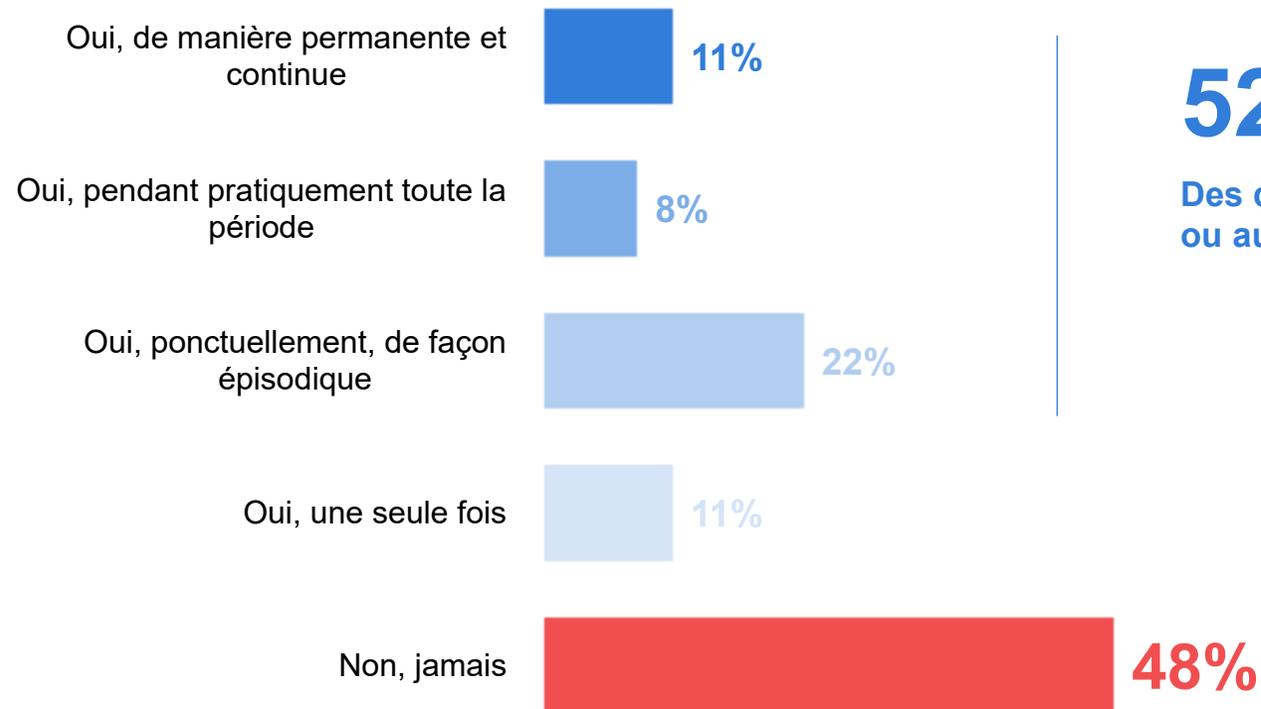
B

Les TPE et l'apprentissage

Le recours à l'apprentissage ou au contrat de professionnalisation au cours des dix dernières années

QUESTION : Au cours des 10 dernières années, ou depuis que vous dirigez votre entreprise si cela fait moins de 10 ans, avez-vous déjà eu recours à l'apprentissage ou au contrat de professionnalisation ?

Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise comptant au moins un salarié, soit 80% de l'échantillon



52%

Des dirigeants de TPE déjà eu recours à l'apprentissage ou au contrat de professionnalisation

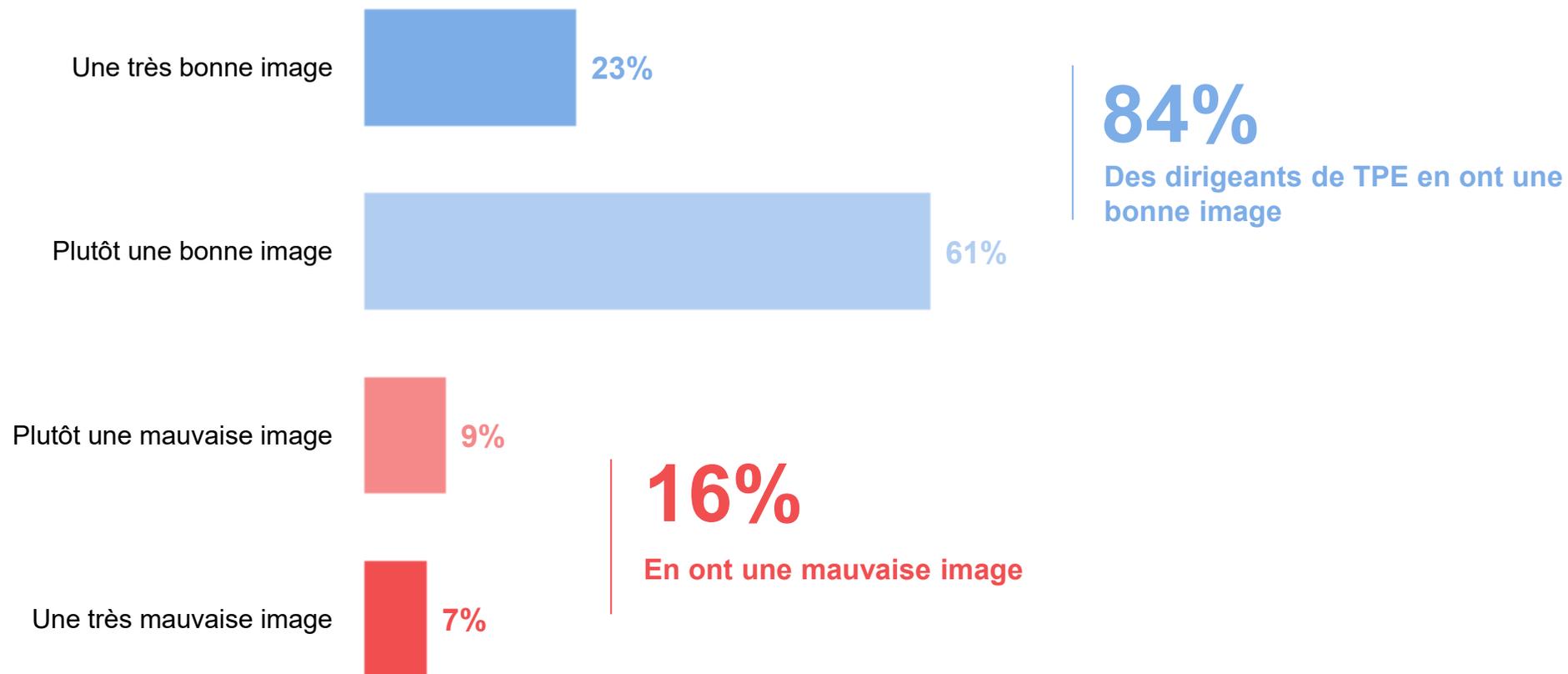
Dont : **18%**

Oui de manière permanente et continue ou pendant pratiquement toute la période

L'image de l'apprentissage ou du contrat de professionnalisation

QUESTION : Vous personnellement, diriez-vous que vous avez plutôt une bonne ou une mauvaise image des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation ?

Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise comptant au moins un salarié et ayant déjà eu recours à l'apprentissage ou à la professionnalisation, soit 44% de l'échantillon



84%

Des dirigeants de TPE en ont une bonne image

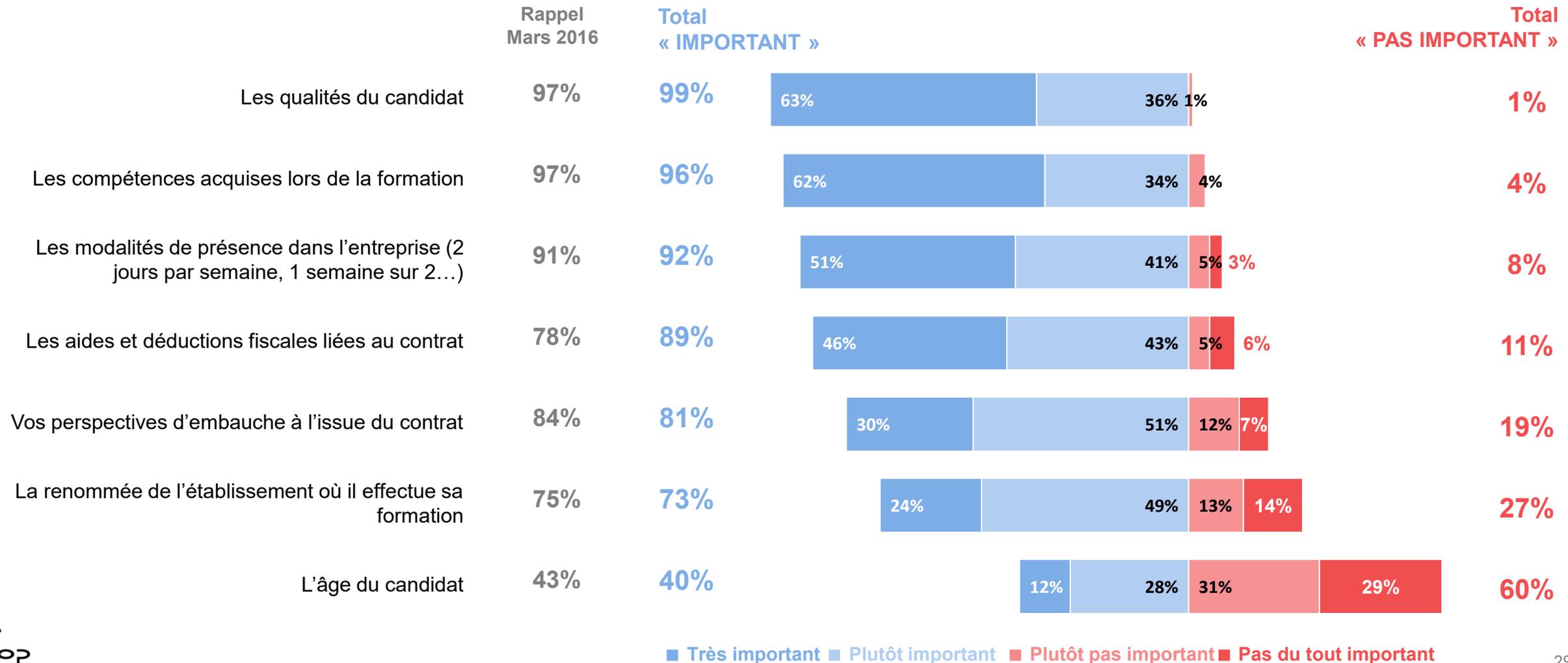
16%

En ont une mauvaise image

L'importance de différents éléments dans le choix d'un candidat pour un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation

QUESTION : Lorsque vous embauchez un jeune en apprentissage ou en contrat de professionnalisation ou si vous deviez le faire, diriez-vous que chacun des éléments suivants est / serait important ou pas important dans le choix du candidat ?

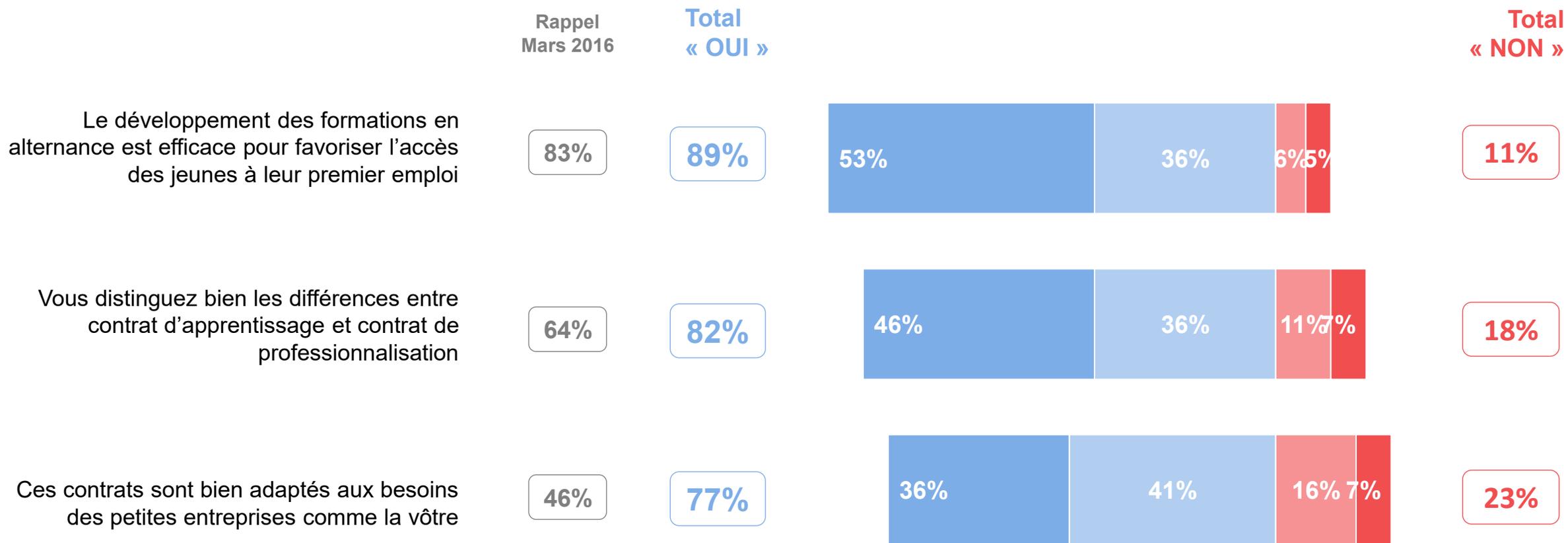
Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise comptant au moins un salarié et ayant déjà eu recours à l'apprentissage ou à la professionnalisation, soit 44% de l'échantillon



L'accord avec différentes affirmations relatives aux formations en alternance

QUESTION : Concernant les formations en alternance, diriez-vous que... ?

Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise comptant au moins un salarié et ayant déjà eu recours à l'apprentissage ou à la professionnalisation, soit 44% de l'échantillon

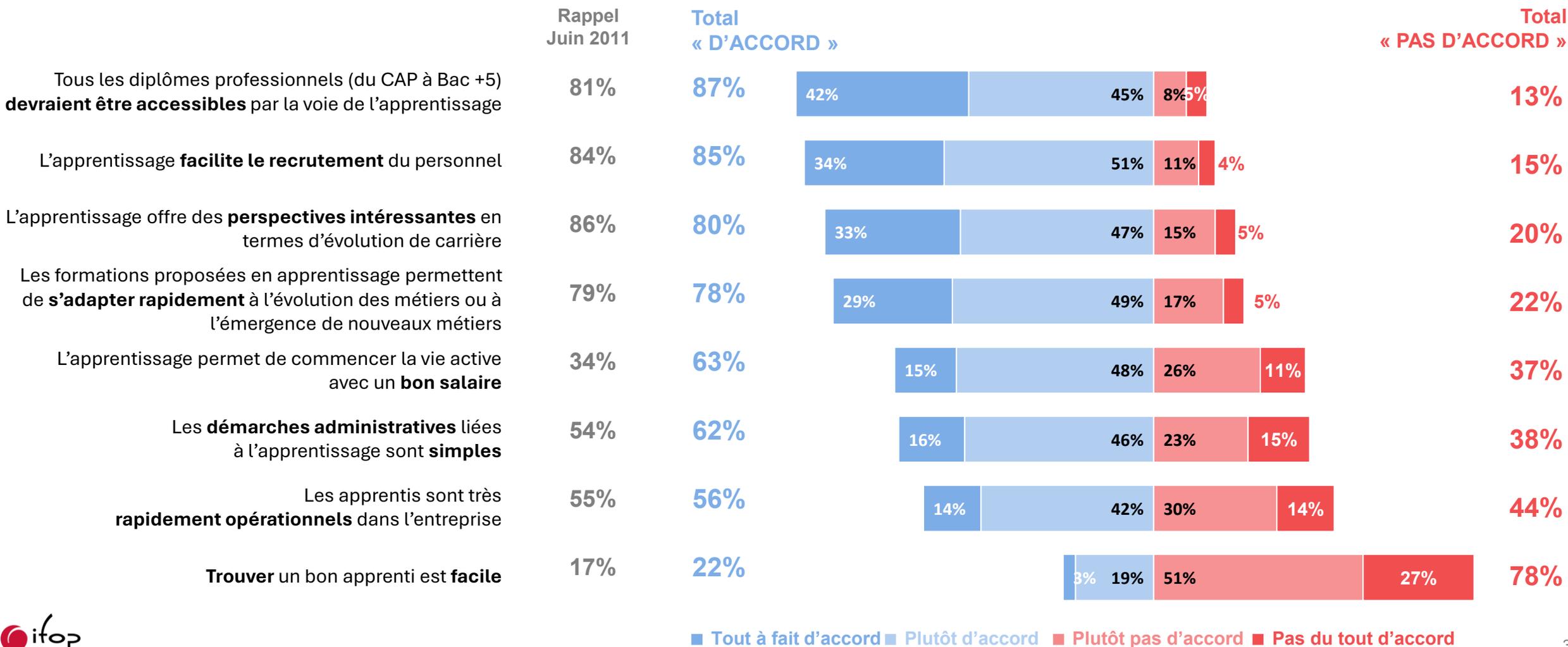


■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout

L'accord avec différentes affirmations relatives à l'apprentissage en général

QUESTION : Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes sur l'apprentissage ?

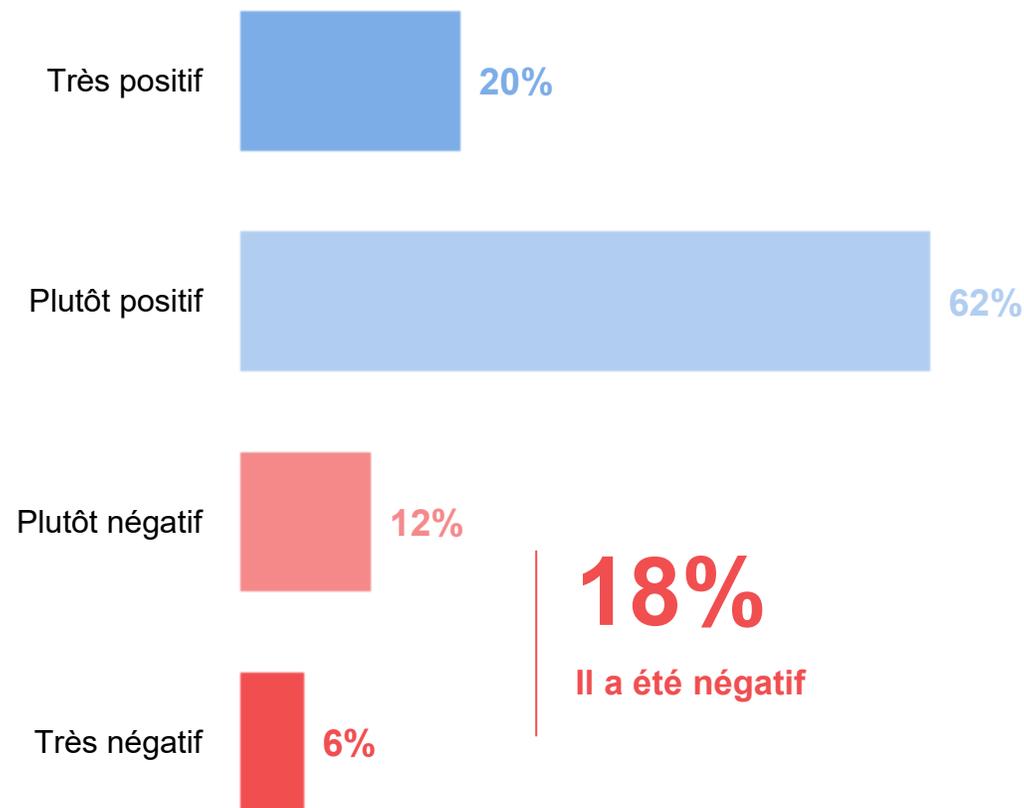
Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise comptant au moins un salarié et ayant déjà eu recours à l'apprentissage ou à la professionnalisation, soit 44% de l'échantillon



L'impact positif ou négatif du recours à l'apprentissage pour son entreprise

QUESTION : Diriez-vous que ce recours à l'apprentissage a été positif ou négatif pour votre entreprise ?

Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise comptant au moins un salarié et ayant déjà eu recours à l'apprentissage ou à la professionnalisation, soit 44% de l'échantillon

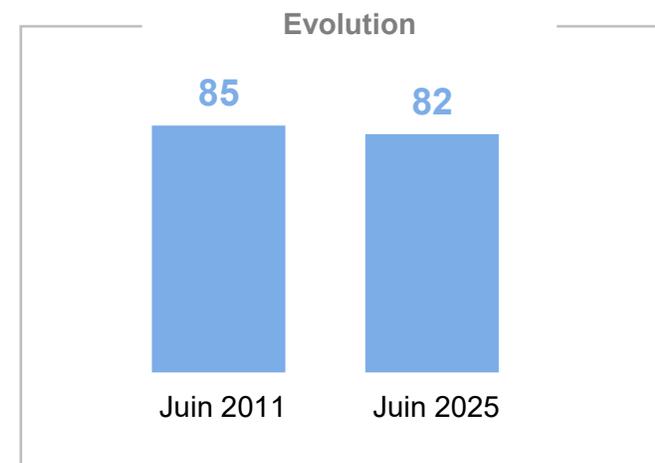


82%

Des dirigeants de TPE estiment que ce recours à l'apprentissage a été positif

18%

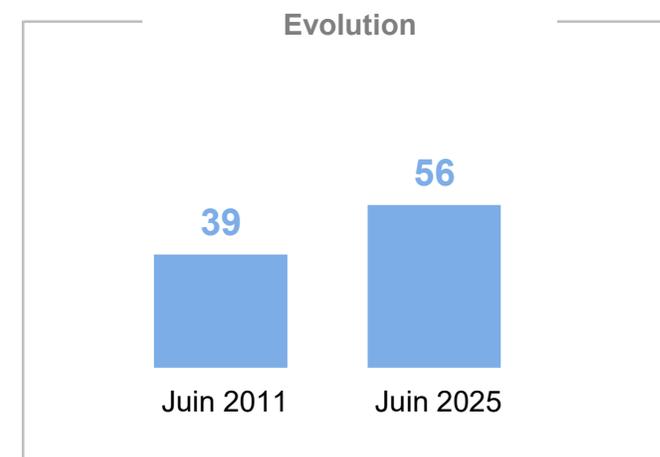
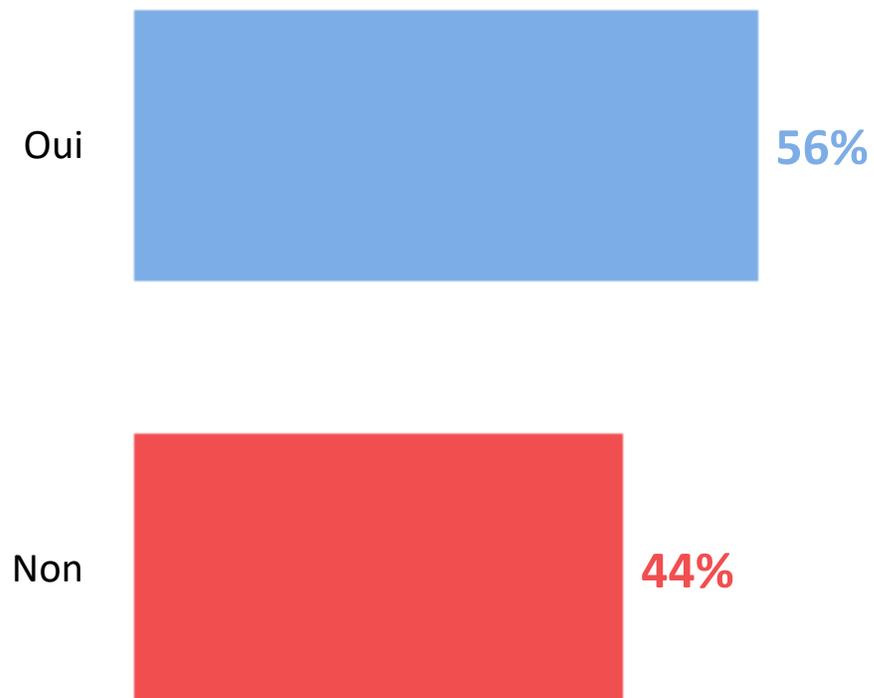
Il a été négatif



L'embauche à l'issue d'une période d'apprentissage

QUESTION : Et avez-vous déjà embauché à l'issue d'une période d'apprentissage ?

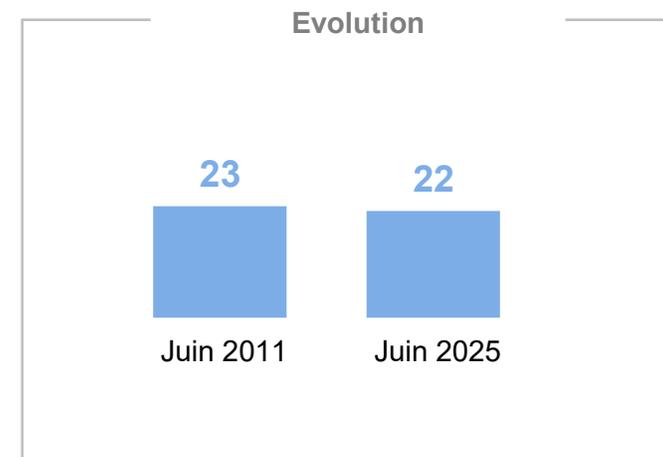
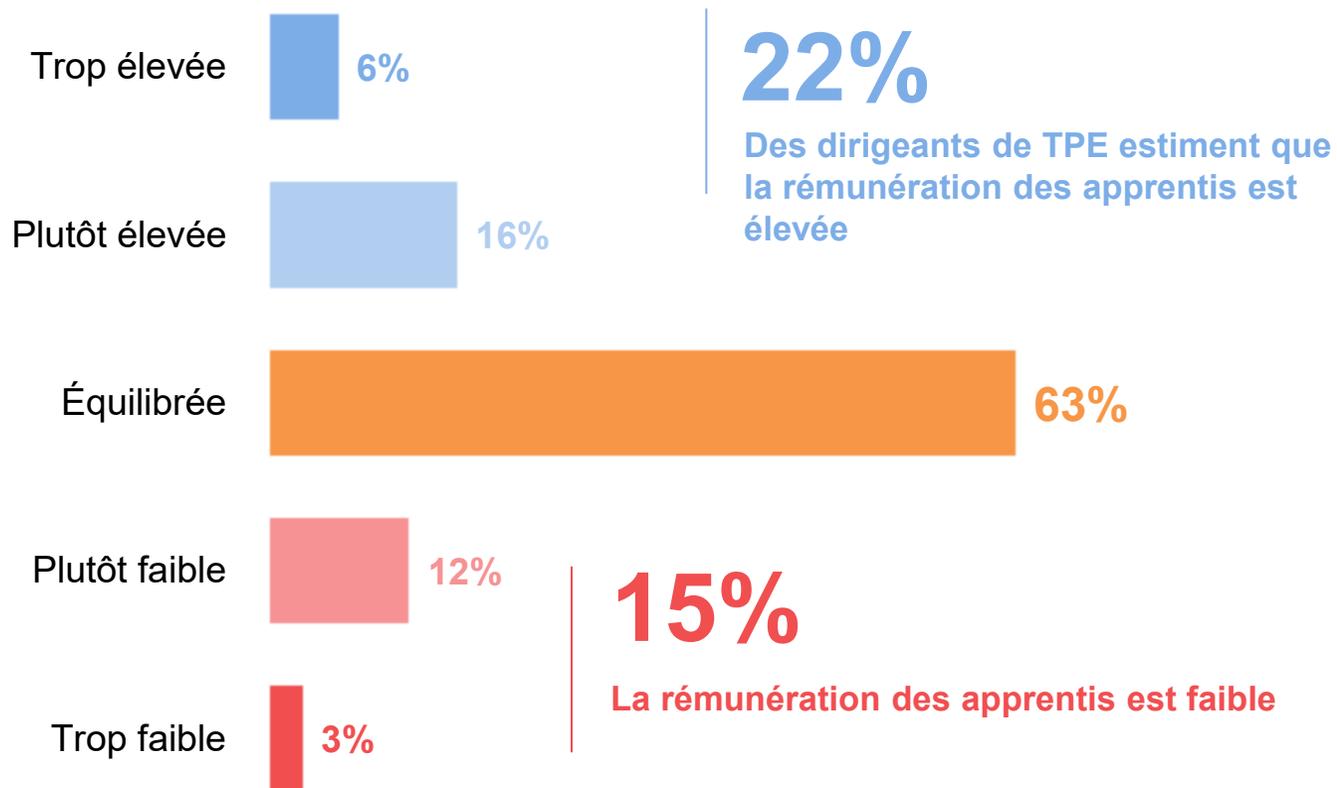
Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise comptant au moins un salarié et ayant déjà eu recours à l'apprentissage ou à la professionnalisation, soit 44% de l'échantillon



Le jugement quant au niveau de rémunération des apprentis

QUESTION : Diriez-vous que la rémunération due aux apprentis pendant l'apprentissage est... ?

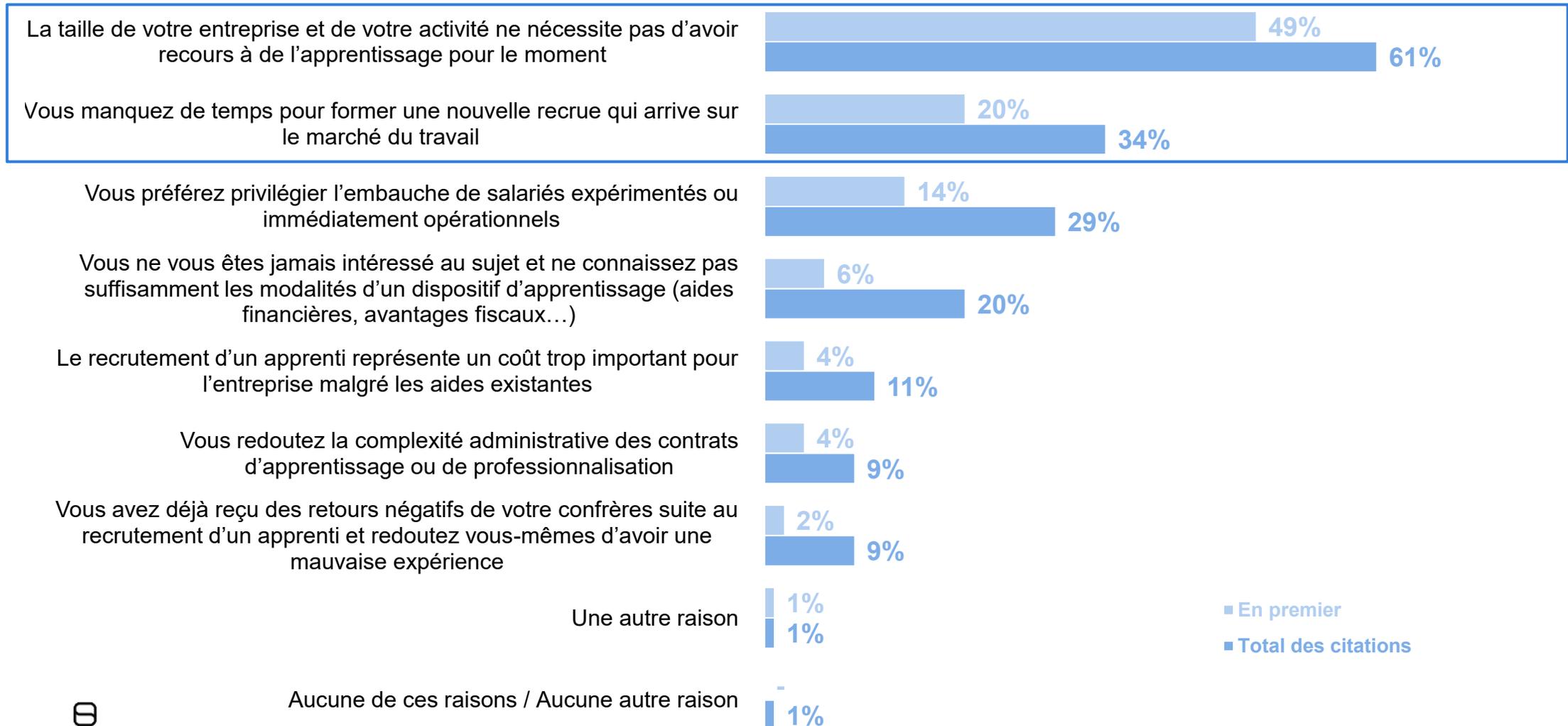
Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise comptant au moins un salarié et ayant déjà eu recours à l'apprentissage ou à la professionnalisation, soit 44% de l'échantillon



Les raisons du non-recours à l'apprentissage ou au contrat de professionnalisation

QUESTION : Vous avez déclaré n'avoir jamais eu recours à l'apprentissage ou à un contrat de professionnalisation. Pour quelles raisons ? En premier ? En second ?

Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise comptant au moins un salarié et n'ayant pas eu recours à l'apprentissage ou à la professionnalisation, soit 36% de l'échantillon



Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

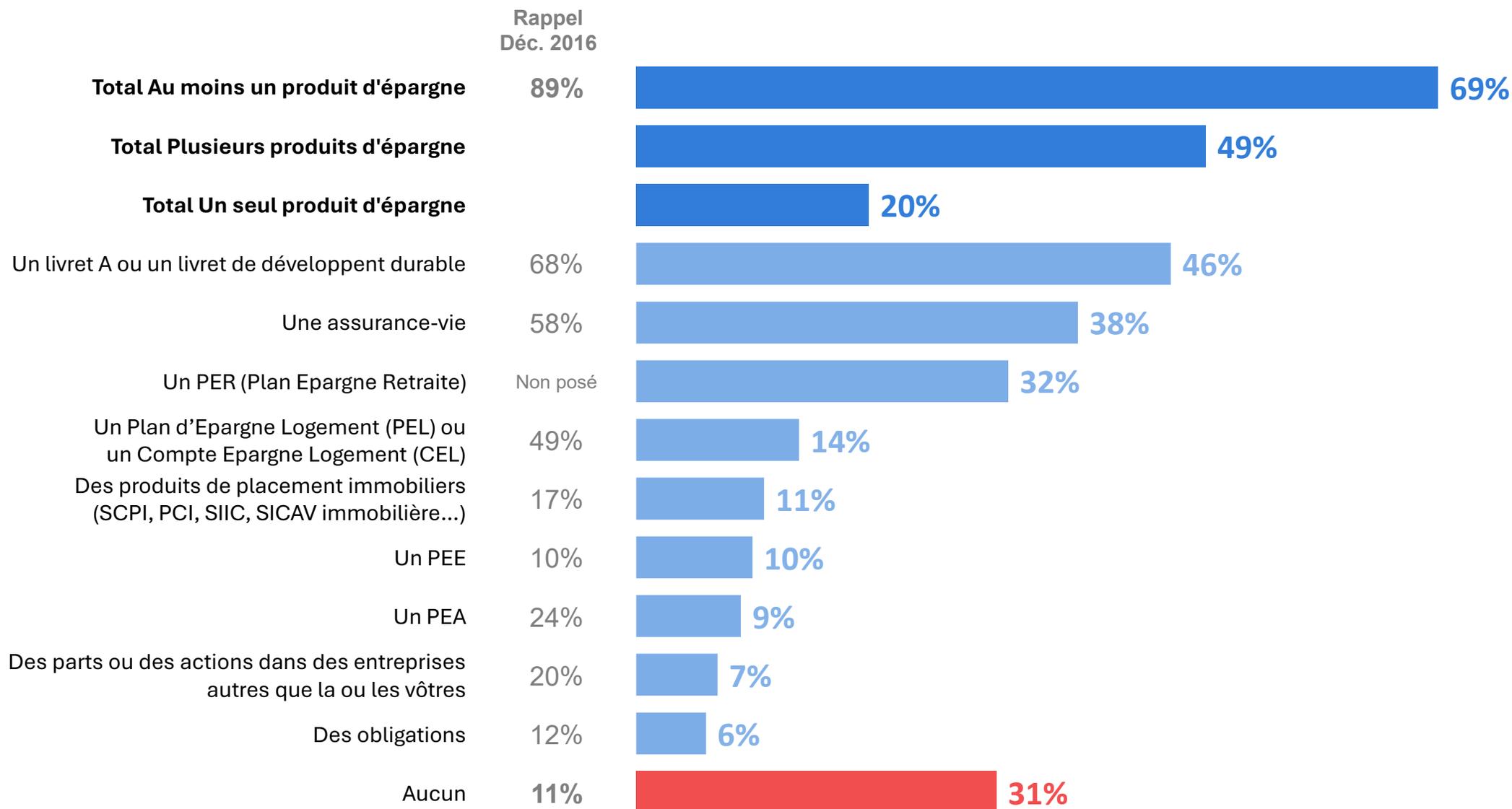


C

L'épargne des patrons de TPE

La possession de différents produits d'épargne ou d'investissement

QUESTION : Disposez-vous des produits d'épargne ou d'investissement suivants ?

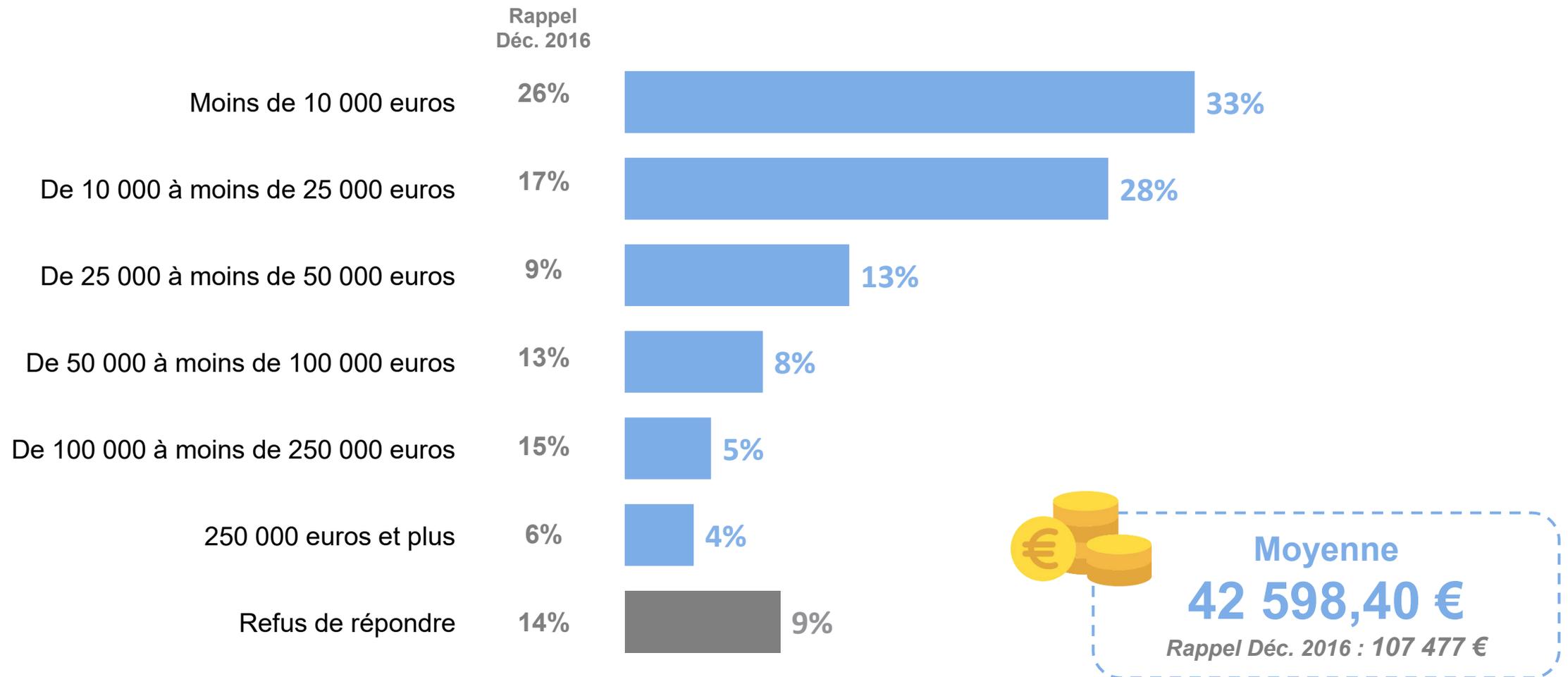


Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

Le montant de l'épargne actuellement détenue par le biais de ces produits d'épargne ou d'investissement

QUESTION : Quel est approximativement le montant actuel de votre épargne détenue par le biais des produits d'épargne ou d'investissement que nous venons de citer ?

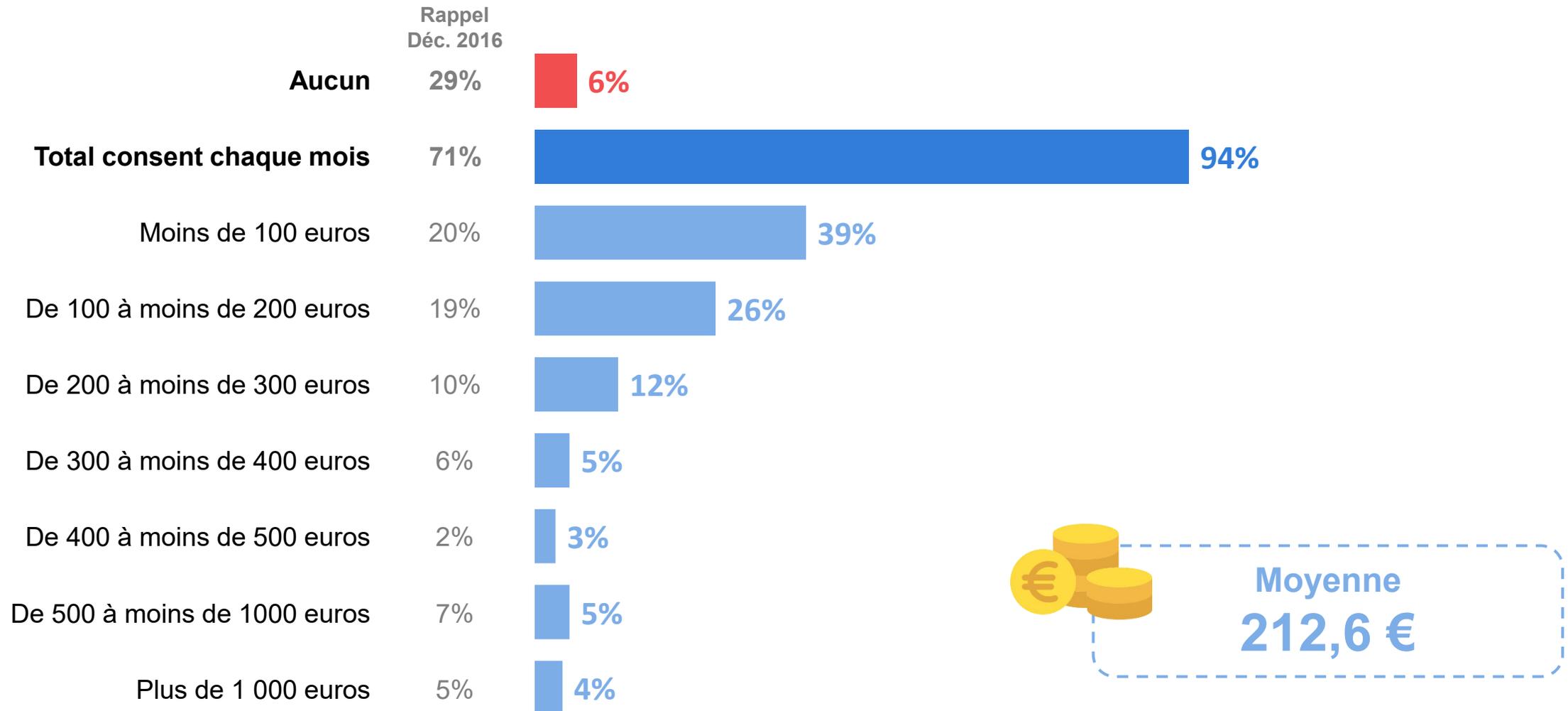
Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise possédant au moins un produit d'épargne ou d'investissement, soit 69% de l'échantillon



L'effort consenti chaque mois en moyenne à l'alimentation de ces produits d'épargne ou d'investissement

QUESTION : Quel effort d'épargne consentez-vous en moyenne chaque mois à l'alimentation de ces produits d'épargne ou d'investissement... ?

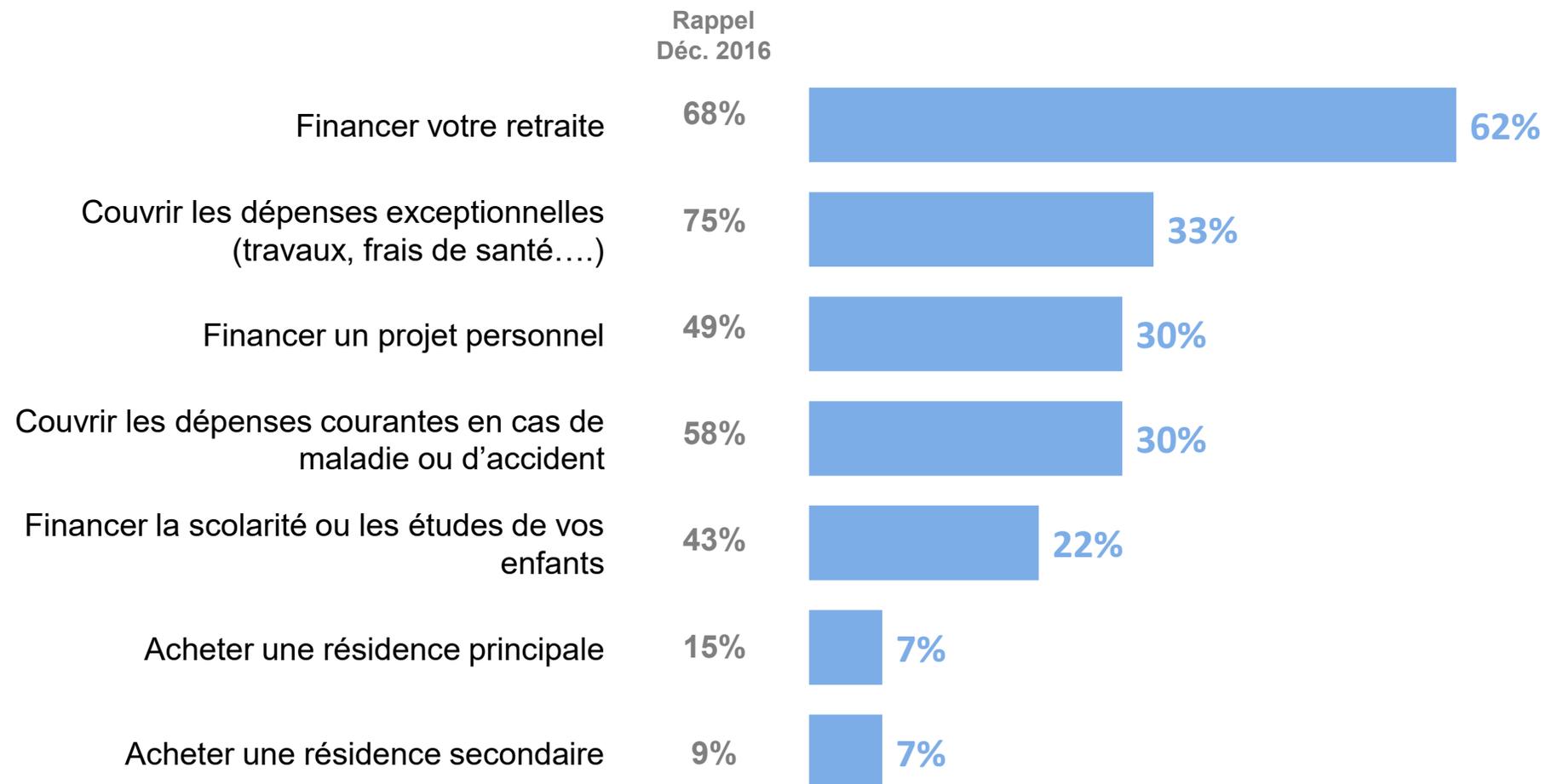
Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise possédant au moins un produit d'épargne ou d'investissement, soit 69% de l'échantillon



L'usage affecté à l'épargne personnelle des patrons

QUESTION : A quel(s) usage(s) envisagez-vous d'affecter votre épargne personnelle ?

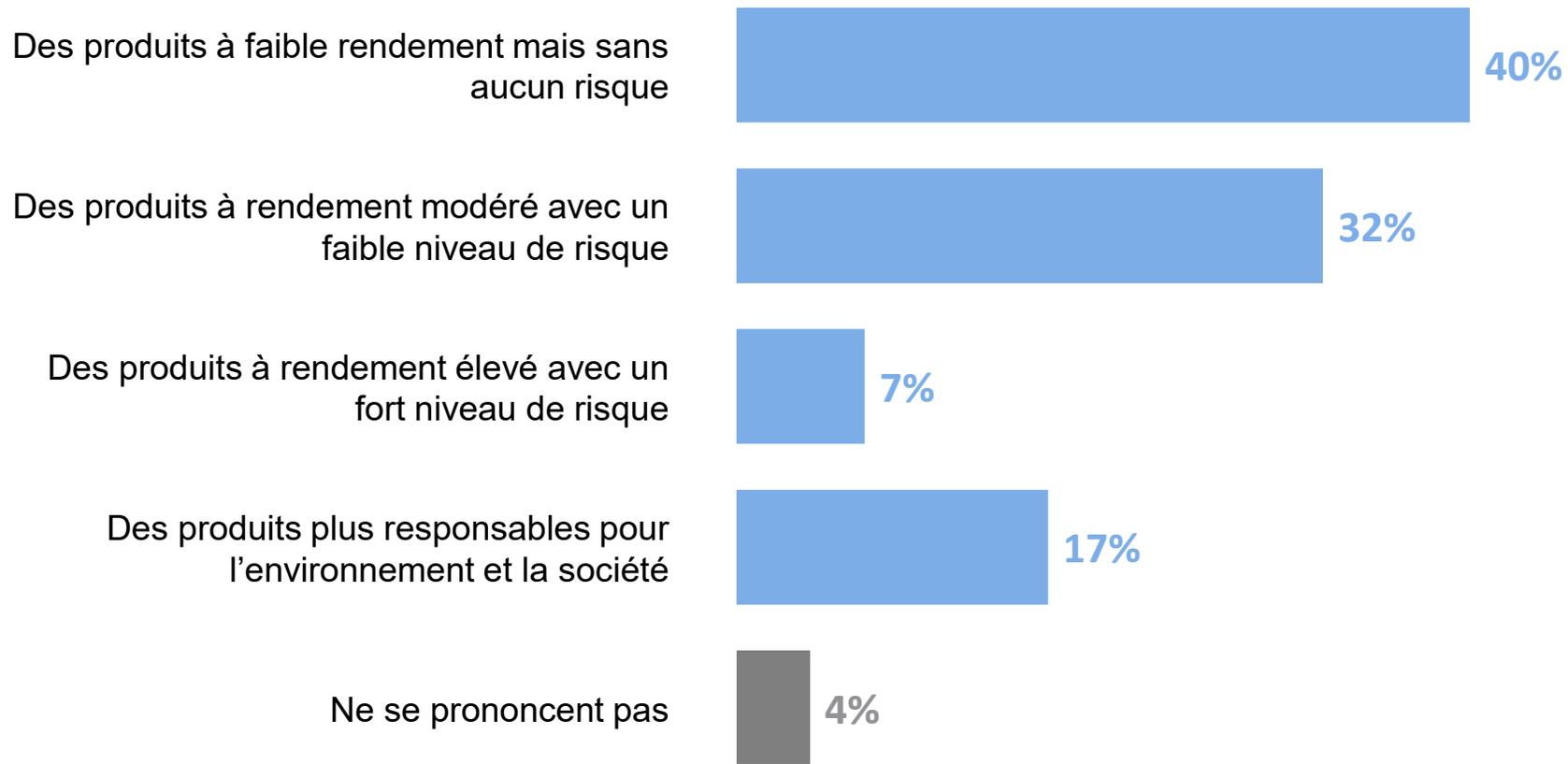
Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise possédant au moins un produit d'épargne ou d'investissement, soit 69% de l'échantillon



Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

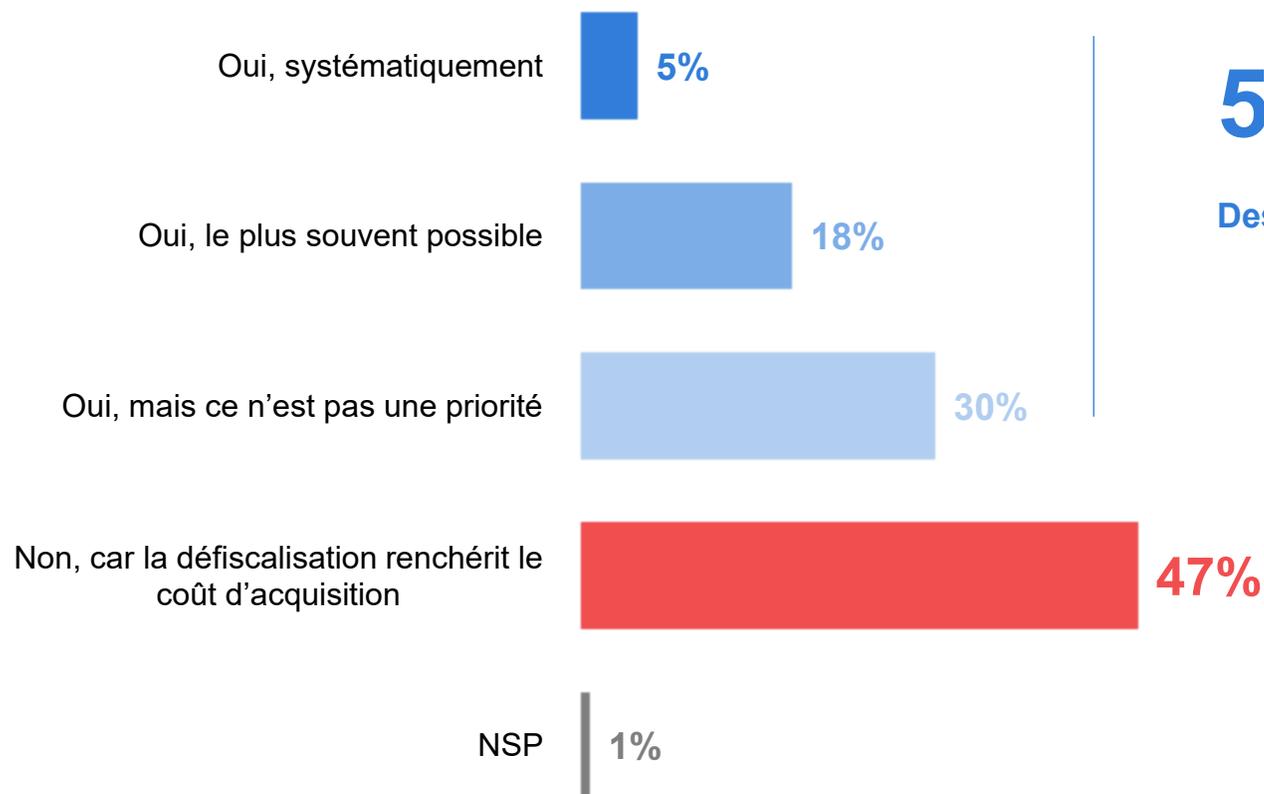
La préférence de souscription vis-à-vis de différents types de produits

QUESTION : En matière d'épargne, diriez-vous que vous préférez souscrire à... ?



La recherche de défiscalisation

QUESTION : En matière d'épargne, recherchez-vous la défiscalisation... ?

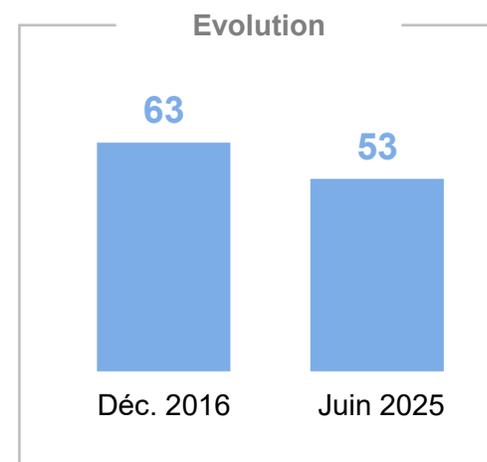


53%

Des dirigeants de TPE recherchent la défiscalisation

Dont : **23%**
Oui systématiquement ou
le plus souvent possible

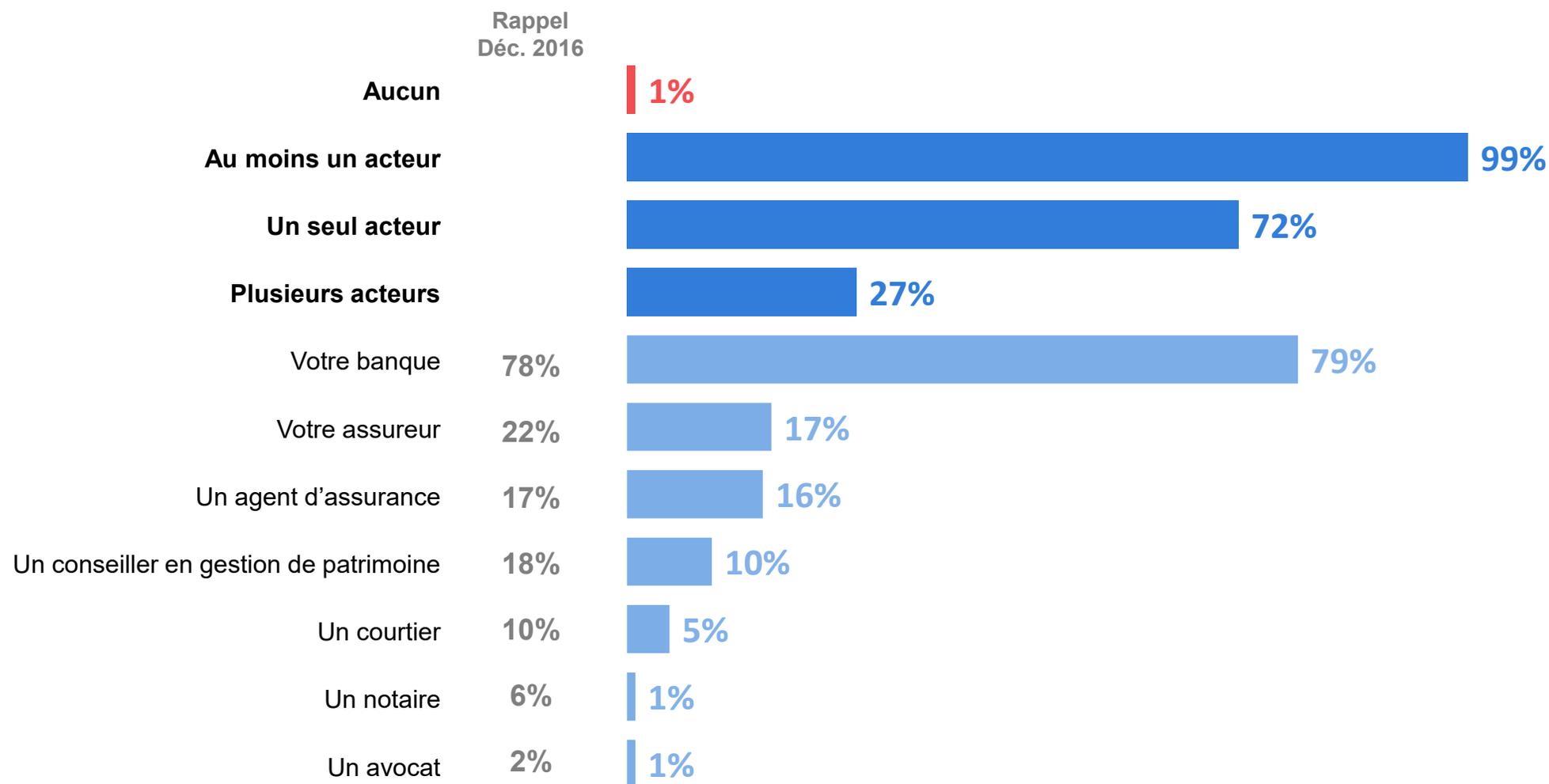
Rappel 2016 : 26%



Les acteurs auprès de qui sont effectués les achats de produits d'épargne

QUESTION : Auprès de quels acteurs avez-vous achetés ces produits d'épargne ?

Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise possédant au moins un produit d'épargne ou d'investissement, soit 69% de l'échantillon



Les raisons du non-recours aux placements immobiliers via l'achat de parts de SCPI

QUESTION : Vous avez déclaré ne pas posséder de produits de placement immobilier tels que les SCPI, PCI, SIIC ou SICAV immobilière. Pour quelle raison principale n'avez-vous pas acheté des parts de SCPI ?

Base : Question posée uniquement aux chefs d'entreprise possédant au moins un produit d'épargne ou d'investissement mais ne possédant pas de placement en SCPI, soit 56% de l'échantillon

